

BRÈVES SECTORIELLES États-Unis

Une publication du SER des États-Unis
N°2024-08 du 23 février 2024

Sommaire

Commerce et sanctions

1. L'OMC donne à nouveau raison à l'UE face aux États-Unis dans le différend sur les olives espagnoles
2. La Chambre veut relancer les discussions sur la prolongation du dispositif américain de réduction des droits de douane pour les pays en développement
3. Un groupe bipartisan d'élus plaide pour renforcer la lutte contre le travail forcé dans la filière des produits de la mer

Climat – énergie – environnement

4. Le DoE se félicite des avancées lors du 50^e anniversaire de l'Agence internationale de l'énergie
5. L'administration Biden annonce près de 6 Md\$ pour les infrastructures d'eau potable et de traitement des eaux usées dans le cadre du plan Investing in America

Transport et infrastructure

6. La Maison-Blanche annonce des mesures pour renforcer la cybersécurité des ports américains

Industrie

7. Le Département du Commerce accorde une subvention de 1,5 Md\$ à GlobalFoundries dans le cadre du CHIPS Act
8. Intel acte la séparation de ses activités et dévoile sa feuille de route d'ici 2027

Agriculture et industrie agroalimentaire

9. L'USDA annonce 500 M\$ pour la lutte contre les incendies
10. Les surfaces consacrées au coton devraient diminuer de 3,7 % en 2024

Numérique et innovation

11. La FTC intensifie sa lutte contre les fraudes d'usurpation par IA
12. La Chambre crée un groupe de travail bipartisan pour aborder les enjeux de l'IA

Vous pouvez retrouver les publications du SER, dont le Washington Wall Street Watch, [ici](#).

Commerce et sanctions

1. L'OMC donne à nouveau raison à l'UE face aux États-Unis dans le différend sur les olives espagnoles

Le panel de conformité de l'OMC chargé de se prononcer sur le différend relatif aux droits compensateurs imposés depuis 2018 par les États-Unis sur leurs importations d'olives originaires d'Espagne a [publié](#) ses conclusions le 20 février. Ce panel a déterminé que les États-Unis ne s'étaient pas mis en conformité avec les conclusions d'un précédent rapport de panel, qui avait conclu en 2021 à l'incompatibilité des mesures antisubventions américaines avec le droit de l'OMC, dans le cadre de ce différend introduit par l'Union européenne en 2019. À l'époque, les États-Unis n'avaient pas fait appel de la décision du panel, mais avaient avancé que les changements qu'ils avaient effectués dans l'application de leurs mesures les rendaient désormais conformes. Réfutant cet argument, l'UE avait introduit un différend en conformité contre les États-Unis en 2023, considérant notamment que la législation américaine sur la base de laquelle des droits compensateurs avaient été institués par les États-Unis, qui avait elle-même été jugée incompatible avec le droit de l'OMC, était toujours en place [voir [Brèves sectorielles du 5 mai 2023](#)].

L'administration américaine n'a à ce stade pas indiqué les suites qu'elle entendait donner à cette annonce. Si les États-Unis ne font pas appel de cette décision, l'UE pourra demander à l'organe de règlement des différends de l'OMC l'autorisation d'adopter des mesures de compensation, sous la forme de droits de douane additionnels sur certaines importations américaines. Un appel des États-Unis suspendrait toutefois l'affaire *sine die*, empêchant l'UE d'imposer des mesures de compensation dans ce cadre, l'organe d'appel de l'OMC étant inopérant depuis fin 2019 en raison du blocage des nominations de ses membres par Washington.

2. La Chambre veut relancer les discussions sur la prolongation du dispositif américain de réduction des droits de douane pour les pays en développement

Le Président du sous-comité commerce de la Chambre des représentants, Adrian Smith (R-Nebraska), est [intervenu](#) le 13 février dans le cadre d'une conférence de la Washington International Trade Association (WITA). À cette occasion, il a souligné que le Congrès et l'administration américaine devaient travailler ensemble en matière de politique commerciale, et regretté que cette dernière ne se montre pas plus proactive dans ce domaine. En particulier, il a évoqué l'accord États-Unis-Mexique Canada (USMCA), faisant référence à de multiples reprises au contentieux opposant les États-Unis au Mexique s'agissant du maïs génétiquement modifié, le maïs figurant parmi les principales exportations du Nebraska. Il a également estimé que les accords actuellement négociés par l'administration Biden avec des pays tiers, tels que le Cadre

économique indopacifique (IPEF), ne contenaient que peu d'engagements commerciaux. Enfin, il a déploré le revirement de l'administration Biden dans les négociations à l'OMC sur le commerce électronique [voir [Brèves Sectorielles du 27 octobre 2023](#)].

Interrogé sur les propositions du candidat républicain aux élections présidentielles Donald Trump d'instaurer des droits de douane additionnels de 10 % sur l'ensemble des importations américaines et de 60 % sur celles originaires de Chine [voir [Brèves Sectorielles du 9 février 2024](#)], A. Smith a indiqué qu'il n'était « pas un fan des droits de douane » tout en jugeant que « dans toute bonne négociation, [il fallait] disposer de tous les outils possibles ». Selon lui, ces droits devaient être utilisés de manière « agile », en gardant à l'esprit leurs impacts sur les consommateurs.

S'agissant du programme de travail du Congrès en matière commerciale, A. Smith a fait état de discussions actives sur la nécessité de modifier le seuil dit « de minimis », actuellement fixée à 800 \$, en deçà duquel les exportations de pays tiers sont exemptées de déclaration à la douane à l'entrée sur le territoire américain. Il a également indiqué que des « progrès importants » avaient pu être accomplis en vue du renouvellement du programme de réduction des droits de douane pour les biens importés de pays en développement (Generalized System of Preferences, GSP), expiré depuis la fin de l'année 2020. Lors d'une intervention à l'Université du Nebraska le 21 février, il a [précisé](#) que ces discussions étaient dans leurs « étapes finales » et que le renouvellement du GSP pourrait être remis à l'ordre du jour des travaux du Congrès « dans les prochaines semaines ».

3. Un groupe bipartisan d'élus plaide pour renforcer la lutte contre le travail forcé dans la filière des produits de la mer

Dans une lettre [adressée](#) le 16 février au Secrétaire d'État A. Blinken, à la Représentante américaine au Commerce (USTR) K. Tai et au Commissaire des douanes américaines par intérim T. Miller, neuf représentants démocrates et trois républicains ont enjoint l'administration Biden à renforcer les mesures de lutte contre le travail forcé dans la filière des produits de la mer, en parallèle des efforts qu'elle mène dans le contexte des négociations à l'OMC sur les subventions à la pêche. Il existe selon eux des « preuves grandissantes » que plusieurs entreprises chinoises évoluant au sein de ce secteur recourraient à du travail forcé. Or, l'accord en vigueur sur les subventions à la pêche adopté dans le cadre de la 12^e conférence ministérielle de l'OMC ne permettrait pas de répondre aux pratiques déloyales dans ce secteur, notamment le recours au travail forcé. À l'échelle nationale, les représentants exhortent l'administration à recourir à des instruments contraignants tels que (i) les sanctions afin de cibler les entités et individus ayant recours au travail forcé dans le cadre de leur production, (ii) la publication par les douanes américaines d'un ordre de non-admission (« withhold release order ») interdisant l'importation de marchandises commercialisées par ces entreprises et (iii)

l'application de la présomption réfutable de recours au travail forcé telle que prévue dans le cadre de la loi sur la prévention du travail forcé des Ouïghours (Uyghur Forced Labor Prevention Act – UFLPA).

Brèves

- Le 14 février, un article [publié](#) par le Financial Times indiquait que plusieurs véhicules du groupe allemand Volkswagen avaient été saisis par les douanes américaines après que le groupe a signalé la présence potentielle de composants issus du travail forcé au sein de ses chaînes de valeur.
- Le 16 février, la Représentante américaine au Commerce (USTR) K. Tai a [annoncé](#) la résolution d'un cas d'activation du Mécanisme de réponse rapide (MRR) de l'accord États-Unis-Mexique-Canada (USMCA) concernant une usine de composants automobiles mexicaine, filiale de l'entreprise chinoise Asiaway. Le communiqué liste un certain nombre d'actions qui ont été mises en œuvre par cette usine afin d'assurer le respect des droits de ses employés, dont la réintégration d'un travailleur licencié en raison de ses activités syndicales et le versement de ses arriérés de salaire, et l'organisation de formations sur la liberté d'association et les droits de négociation collective.
- Le 16 février, l'USTR a [annoncé](#) avoir formellement demandé au Mexique de vérifier que les droits des travailleurs d'une usine de production de guacamole située à Uruapan étaient bien respectés. Il s'agit de vingtième cas d'activation du MRR de l'USMCA par les États-Unis, et du premier cas d'activation de ce mécanisme dans le secteur agroalimentaire.
- Le 20 février, le Département américain du Trésor, en coordination avec le Département de la Justice, a [sanctionné](#) deux individus liés au groupe de cyberattaquants LockBit, accusé d'avoir ciblé plusieurs infrastructures critiques américaines.

Climat – énergie – environnement

4. Le DoE se félicite des avancées lors du 50^e anniversaire de l'Agence internationale de l'énergie

Le 16 février, le Département de l'Énergie (DoE) a [publié](#) un communiqué suite à la réunion ministérielle des 13 et 14 février à Paris marquant le 50^e anniversaire de l'Agence internationale de l'énergie (AIE). La Secrétaire américaine à l'Énergie, Jennifer Granholm, et le Secrétaire adjoint à l'Énergie, David Turk, se sont joints à leurs homologues lors de la première grande réunion mondiale sur le climat et l'énergie depuis la COP28 à Dubaï en décembre dernier.

Pendant les travaux de cette session ministérielle, sous la direction du Sous-Secrétaire aux Affaires internationales du DoE, Andrew Light,

les membres ont convenu de travailler ensemble au sein de l'AIE afin de faire progresser les objectifs mondiaux en matière de stockage, de réseaux et de flexibilité des énergies afin d'implémenter l'objectif de la COP28 de tripler la capacité d'énergie renouvelable d'ici 2030. Le communiqué du DoE indique que les États-Unis porteront cette ambition tout au long des grandes négociations internationales cette année, y compris le G7 et le G20, sous les présidences respectives de l'Italie et du Brésil.

Le communiqué du DoE indique que la Secrétaire Granholm, le Secrétaire adjoint Turk et le Sous-Secrétaire Light ont tenu de nombreuses réunions bilatérales lors de leur passage en Europe, notamment avec la Commission européenne, la Pologne, la Finlande, la Suède, la Slovaquie, la Belgique, le Canada, la Colombie, l'Égypte, la Corée du Sud, Singapour, la Turquie et l'Ukraine, ainsi qu'avec de nombreux dirigeants du secteur privé.

Avant de rentrer aux États-Unis, la Secrétaire Granholm s'est rendue à Reykjavik pour lancer le nouveau dialogue entre les États-Unis et l'Islande sur l'énergie et le climat, qui comprendra des axes de travail sur l'énergie géothermique, la gestion du carbone et l'hydrogène. En particulier, l'Islande et les États-Unis travailleront ensemble dans le cadre du Partenariat pour la coopération transatlantique en matière d'énergie et de climat (P-TECC).

5. L'administration Biden annonce près de 6 Md\$ pour les infrastructures d'eau potable et de traitement des eaux usées dans le cadre du plan Investing in America

Le 20 février, la Maison-Blanche a [annoncé](#) que 5,8 Md\$ seraient investis pour les infrastructures de traitement de l'eau, dans le cadre du plan Investing in America. Cette annonce porte le montant total du financement de l'eau potable annoncé par l'EPA dans le cadre de la loi bipartisanne sur les infrastructures à 22 Md\$.

Le communiqué souligne que plus de deux millions de personnes aux États-Unis vivent sans eau courante, que des dizaines de millions d'autres n'ont pas accès à une eau potable et à des installations sanitaires sûres et fiables, et que plus de neuf millions de foyers, de garderies et d'entreprises reçoivent leur eau via des canalisations en plomb qui présentent un risque en matière toxicologique.

Selon la Maison-Blanche, cette annonce accorde un financement à chaque État et territoire du pays pour élargir l'accès à l'eau potable, remplacer les canalisations en plomb, améliorer les infrastructures de traitement des eaux usées et éliminer la contamination par les PFAS dans l'eau.

Brèves

- Le 15 février, l'Agence d'information sur l'énergie (US EIA), a [annoncé](#) que, selon ses estimations, l'énergie solaire et le stockage par batterie représenteront 81 % des nouvelles capacités installées d'électricité aux États-Unis en 2024. Selon l'US EIA, les promoteurs de centrales électriques prévoient d'ajouter 62,8 GW de nouvelle capacité de production

d'électricité en 2024, en hausse de +55 % par rapport aux 40,4 GW ajoutés en 2023 (qui constituait déjà un record depuis 2003). L'énergie solaire représenterait la plus grande part des nouvelles capacités en 2024, à 58 %, suivie du stockage par batterie, à 23 %. Ces sources d'énergie seraient suivies par l'éolien (13 %), le gaz naturel (4 %) et le nucléaire (2 %).

- Le 15 février, le Département de l'Énergie (DoE) a [annoncé](#) l'investissement par l'administration Biden de 17 M\$ pour renforcer la chaîne d'approvisionnement en minéraux critiques du pays. Les États-Unis importent actuellement plus de 80 % des terres rares qu'ils consomment, bien que les terres rares soient naturellement présentes aux États-Unis, notamment dans le charbon et les déchets de charbon. Les États-Unis dénombrent plus de 4 milliards de tonnes de charbon stérile et environ 2 milliards de tonnes de cendres de charbon. Le DoE cherche à exploiter cette ressource non conventionnelle en terres rares pour aider à construire une chaîne d'approvisionnement nationale.
- Le 16 février, l'Agence de protection de l'environnement (EPA) a [relayé](#) l'information d'un financement de près de 83 M\$ pour étendre la surveillance de la qualité de l'air à travers le pays. Le communiqué indique que l'investissement est rendu possible par l'Inflation Reduction Act. Le financement appuiera le travail des organismes étatiques, locaux et tribaux dans la lutte contre la pollution atmosphérique.

Transport et infrastructure

6. La Maison-Blanche annonce des mesures pour renforcer la cybersécurité des ports américains

L'administration Biden a [annoncé](#) le 21 février quatre grandes mesures visant à consolider la cybersécurité des ports maritimes américains, tout en améliorant la robustesse des chaînes d'approvisionnement du pays et en renforçant les capacités industrielles des États-Unis.

La première mesure est la publication d'un [décret présidentiel](#) (*executive order*) renforçant les compétences du Département de la Sécurité intérieure (Department of Homeland Security – DHS), en particulier le corps des Garde-côtes (US Coast Guard – USCG) placé sous son autorité, en matière de lutte contre les risques cyber dans le domaine maritime. En vertu de ce décret présidentiel, l'USCG pourra désormais exiger des navires et des installations côtières qu'ils appliquent des mesures d'atténuation des risques cyber. L'USCG disposera également d'un pouvoir d'inspection sur les installations et les navires qui poseraient un risque cyber connu ou suspecté pour l'infrastructure maritime du pays, assorti d'un pouvoir de contrôle sur le mouvement des navires concernés. Le décret présidentiel imposera par ailleurs une obligation de signalement des incidents et

des menaces actives de nature cyber affectant un navire, un port ou toute installation côtière.

La seconde mesure consiste en la publication à venir d'une Directive de sûreté maritime (Maritime Security Directive) portant sur la gestion des risques cyber relatifs aux grues de transbordement (*ship-to-shore*, STS) fabriquées par la République populaire de Chine et localisées dans les ports stratégiques commerciaux américains. Les propriétaires et opérateurs de ces grues auront l'obligation de se conformer aux actions prescrites par cette directive qui concerneront les systèmes technologiques tant informationnels (IT) qu'opérationnels (OT) associés à ces grues.

La troisième mesure concerne la publication récente par l'USCG d'une [proposition de règlement](#) (NPRM) relatif à la cybersécurité du Système de transport maritime national (MTS). Ce règlement vise à établir des exigences minimales de cybersécurité applicables aux systèmes numériques du MTS, à la hauteur des normes reconnues à l'échelle internationale et par le secteur. La Maison-Blanche souligne que cette initiative au plan réglementaire pour protéger les infrastructures critiques du pays s'inspire de la démarche déjà déployée auparavant par le DHS à travers son agence chargée de la sûreté des transports, la TSA (Transportation Security Administration). Le communiqué de la Maison-Blanche souligne l'importance du MTS pour l'économie du pays, indiquant qu'il soutient 5,4 Md\$ d'activité économique chaque année, qu'il contribue à l'emploi de plus de 31 millions d'Américains et qu'il voit transiter 95 % des marchandises entrant aux États-Unis.

Enfin, la quatrième mesure porte sur la mobilisation d'investissements publics fédéraux, chiffrés par le communiqué à 20 Md\$ sur cinq ans dans le cadre notamment de la loi bipartisane sur les infrastructures et de l'IRA, pour soutenir la reconstruction de capacités industrielles aux États-Unis permettant la production de grues portuaires avec des « partenaires de confiance » (*trusted partners*). Le communiqué mentionne en particulier l'intention d'une entreprise, PACECO, filiale basée aux États-Unis du groupe japonais Mitsui E&S, de rapatrier (*onshore*) des capacités de production de grues portuaires aux États-Unis après plus de trente ans d'interruption, sous couvert de finalisation de sa sélection d'un site.

L'adoption de ces mesures fait suite à des préoccupations manifestées par des membres de la Commission spéciale sur le parti communiste chinois à la Chambre, qui avaient [adressé](#) en avril 2023 une lettre au Secrétaire à la Sécurité intérieure attirant son attention sur la dépendance entretenue par les infrastructures portuaires américaines aux grues portuaires fabriquées en Chine et aux risques d'exploitation par Pékin de cette dépendance. Une enquête [publiée](#) par le Wall Street Journal avait également mis en lumière les risques d'espionnage liés à l'utilisation de capteurs équipant les grues produites par l'entreprise chinoise ZMPC. Les grues d'origine chinoise représentent 80 % de celles actuellement utilisées au sein des ports américains selon des propos [rapportés](#) par la conseillère adjointe

pour la sécurité nationale en charge des enjeux de cybersécurité,
Anne Neuberger.

Industrie

7. Le Département du Commerce accorde une subvention de 1,5 Md\$ à GlobalFoundries dans le cadre du CHIPS Act

Le 19 février, le Département du Commerce a [annoncé](#) l'attribution d'une subvention de 1,5 Md\$ au fabricant américain de semiconducteurs GlobalFoundries (GF) afin d'augmenter ses capacités de production sur le sol américain. Il s'agit de la subvention la plus importante accordée à ce stade à une entreprise depuis la promulgation du CHIPS Act à l'été 2022. Acteur manufacturier majeur du secteur, GF est spécialisé dans les semiconducteurs matures (pièces automobiles, télécommunications). Cette subvention doit ainsi permettre d'améliorer la résilience de l'approvisionnement en puces électroniques pour les industries américaines de l'automobile et de la défense, notamment General Motors. Ces subventions, qui devraient permettre de créer 10 500 emplois sur 10 ans d'après un [communiqué](#) de GF, seront réparties entre trois sites : un site à Burlington (VT) et deux sites à Malta (NY). Au cours des dix prochaines années, GF souhaite investir près de 12 Md\$ pour les deux sites de Malta, en ayant recours à des partenariats privés et publics. L'État de New York a déjà accordé une subvention de 575 M\$ à GF dans le cadre du [programme New York State Green CHIPS](#).

8. Intel acte la séparation de ses activités et dévoile sa feuille de route d'ici 2027

À l'occasion de l'évènement [Intel Foundry Direct Connect](#), au cours duquel la Secrétaire au Commerce Gina Raimondo est intervenue, le groupe Intel a dévoilé sa feuille de route à horizon 2027. Celle-ci entérine la séparation en deux des activités du groupe avec la création d'une division Intel Foundry, destinée à la production de semiconducteurs pour les principaux acteurs du secteur de l'IA, et Intel Products pour le design et le développement de puces pour la marque Intel. Par ailleurs, le groupe projette de retrouver le leadership dans la fabrication d'ici 2025, grâce notamment à un partenariat avec Microsoft et au développement de nouvelles technologies (Intel 3, 18A et 14A). Les premiers processeurs gravés à 18 ångström (1,8 nanomètre) devraient être disponibles dès 2025. La valeur des contrats d'Intel Foundry est estimée supérieure à 15 Md\$ selon le Groupe. Sam Altman (CEO d'OpenAI), Satya Nadella (CEO de Microsoft) et Rene Haas (CEO de Arm) sont également intervenus lors de l'évènement.

Brèves

- Record historique pour le groupe Nvidia, qui voit ses ventes en hausse de +265 % (22,1 Md\$) sur le dernier trimestre 2023 par rapport à l'année précédente. Ces résultats surpassent les attentes d'analystes, déjà très ambitieuses, qui avoisinaient 20,4 Md\$. En 2023, le groupe a enregistré 60,9 Md\$ de chiffre d'affaires, une hausse de +126 % par rapport à l'année 2022 (26,9 Md\$). Pour le premier trimestre 2024, Nvidia [s'attend](#) à atteindre les 24 Md\$ de chiffre d'affaires.

Agriculture et industrie agroalimentaire

9. L'USDA annonce 500 M\$ pour la lutte contre les incendies

Dans le cadre du plan [Investing in America](#), le Département de l'Agriculture (USDA) a [annoncé](#) une nouvelle tranche de financement pour la lutte contre les incendies. Celle-ci concerne deux programmes pour un total de 500 M\$, portant à 2,4 Md\$ les efforts de l'administration Biden pour la lutte contre les incendies.

Une première tranche de financement de 400 M\$ financera la préservation de [21 « paysages-types »](#) qualifiés par le service des forêts de l'USDA comme étant à haut risque. Il s'agit de zones déjà identifiées par le service des forêts à l'ouest des montagnes rocheuses, qui concernent aussi bien des terres privées que fédérales. Ces financements porteront à 1,6 Md\$ les efforts engagés pour ces paysages. Ces fonds supplémentaires sont issus des crédits ouverts dans l'Inflation Reduction Act.

La seconde tranche est un nouveau programme, doté de 100 M\$. Ce programme, dénommé [Collaborative Wildfire Risk Reduction program](#), sera géré par le service des forêts de l'USDA. Les financements seront dédiés à d'autres zones que le service des forêts n'a pas encore identifiées et pour lesquelles les États fédérés pourront faire des propositions. Toutefois, le service des forêts cherchera d'abord à orienter les efforts vers les espaces à la limite des zones urbaines, vulnérables aux feux qui se propageraient depuis les espaces naturels environnants.

10. Les surfaces consacrées au coton devraient diminuer de 3,7 % en 2024

Le National Cotton Council, principale association des producteurs de coton, a [publié](#) les résultats de son enquête annuelle auprès de ses membres pour estimer les surfaces plantées en coton en 2024. Il ressort de ce sondage que, malgré une baisse plus faible du prix du coton par rapport au maïs et au soja, les surfaces plantées en coton diminueraient de 3,7 % en 2024 pour atteindre 3,9 Mha.

Près de 98 % du coton cultivé aux États-Unis est du coton mexicain, à fibres plus courtes, produit majoritairement dans les États du sud-ouest (60 % des surfaces plantées, 2,3 Mha). Ces États connaîtraient la baisse serait la plus forte des surfaces plantées en coton (-5,2 %), alors qu'elles augmenteraient en Californie (+21 %). Les agriculteurs du sud annoncent qu'ils substitueront leurs surfaces en coton par des plantations de maïs, soja, arachide, voire blé et sorgho. Le National Cotton Council explique cette baisse des surfaces plantées en coton par les coûts de production trop élevés par rapport au prix de vente pour cette matière première.

La production de coton égyptien (ou PIMA) à fibres plus longues et à plus forte valeur, devrait, quant à elle, fortement augmenter en valeur relative. Les surfaces plantées augmenteraient de +37,7 % mais continueraient à représenter une faible part des surfaces en coton américaines (81 000 ha, soit 2 % des surfaces). La production de coton PIMA est concentrée dans l'est (la Californie représentant 70 % des surfaces en coton PIMA). Cette augmentation s'explique principalement par un effet de rattrapage par rapport à la saison 2023 pendant laquelle les conditions météorologiques avaient été très défavorables pour les semis.

Numérique et innovation

11. La FTC intensifie sa lutte contre les fraudes d'usurpation par IA

La Federal Trade Commission (FTC) a [lancé](#) le 15 février une consultation publique visant à renforcer la réglementation pour interdire l'usurpation d'identité de particuliers facilitée par l'intelligence artificielle. Cette nouvelle initiative vise à élargir le champ d'application d'une règle récemment finalisée, qui interdira l'imitation d'entreprises et d'organismes gouvernementaux par l'IA, afin de couvrir l'imitation de personnes physiques. Cette annonce intervient alors que la FTC [estime](#) que les consommateurs américains auraient subi un préjudice de plus de 10 Md\$ en 2023 (+14 % en un an) au titre d'escroqueries, dont 2,7 Md\$ pour les escroqueries s'appuyant sur des impostures.

Cette extension permettrait à la FTC de lancer des procédures judiciaires fédérales pour recouvrer les profits acquis de manière frauduleuse. En parallèle, la FTC a lancé un appel à commentaires sur l'interdiction pour les entreprises, comme les plateformes d'IA, de fournir des biens ou services utilisés pour nuire aux consommateurs.

12. La Chambre crée un groupe de travail bipartisan pour aborder les enjeux de l'IA

Le Speaker de la Chambre des représentants – Mike Johnson – et le leader de la minorité démocrate – Hakeem Jeffries – ont [annoncé](#) la création d'un groupe de travail bipartisan sur l'intelligence artificielle. Ce groupe de travail – coprésidé par les représentants Jay Obernolte

(R-Californie) et Ted Lieu (D-Californie) – a pour mission de rédiger un rapport et des recommandations pour « encourager l'innovation et maintenir l'avantage concurrentiel [des États-Unis], protéger [la] sécurité nationale et examiner les garde-fous nécessaires au développement sûr et fiable de ces technologies ». Le groupe de travail devrait concentrer ses travaux sur l'impact de l'IA sur l'économie, la sécurité nationale, l'éthique et la protection des données personnelles, en s'appuyant sur les divers comités permanents de la Chambre des représentants.

Brèves

- Plus de 400 experts en intelligence artificielle, politiciens et figures publiques, dont Frances Haugen et Andrew Yang, ont [co-signé](#) une lettre ouverte exigeant une réglementation plus stricte des *deepfakes*. La lettre réclame des lois criminalisant la production de contenus pédopornographiques générés par IA et des sanctions pour ceux propageant des deepfakes nuisibles.
- Plusieurs grandes entreprises technologiques, dont Adobe, Amazon, Google, IBM, Meta, Microsoft, OpenAI, Snap, TikTok et X, se sont [engagées](#) en marge de la conférence de Munich pour la sécurité à combattre l'utilisation malveillante de l'intelligence artificielle lors des échéances électorales attendues en 2024. La coalition vise à (i) développer des outils pour détecter et contrer la distribution en ligne de contenu généré par IA visant à manipuler les électeurs, (ii) lancer des campagnes éducatives à l'attention des internautes et (iii) accroître la transparence sur l'usage des systèmes d'IA générative.
- La ville de New York a [intentié](#) une action en justice contre TikTok, Meta, Snap et YouTube, les accusant de contribuer à la crise de santé mentale des jeunes dans tout le pays. La poursuite, déposée auprès d'une juridiction californienne, allègue que ces entreprises manipulent intentionnellement les jeunes utilisateurs afin de les rendre dépendants à leurs plateformes, engendrant des surcoûts pour les finances de la ville.
- OpenAI a [dévoilé](#) Sora, un nouveau modèle d'intelligence artificielle capable de générer des vidéos de haute qualité. L'entreprise estime que la valeur ajoutée principale de l'outil repose en sa capacité à simuler un monde physique en mouvement.

La direction générale du Trésor est présente dans plus de 100 pays à travers ses Services économiques. Pour en savoir plus sur ses missions et ses implantations : www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international

Responsable de la publication : Service économique régional de Washington
washington@dgtrésor.gouv.fr

Rédaction : SER des États-Unis
Abonnez-vous [ici](#)